

## **I. ÉVOLUTION RÉCENTE DE L'ÉCONOMIE**

1. Après une décennie de croissance vigoureuse, l'économie canadienne s'est essoufflée au quatrième trimestre de 2000. La production a ensuite reculé au troisième trimestre de 2001, mettant ainsi fin à 37 trimestres consécutifs de croissance économique. Confrontée à une série de chocs extérieurs majeurs, la Banque du Canada a répondu par une intervention monétaire fortement expansionniste. L'économie a commencé à donner des signes de reprise vers la fin de 2001. Au premier semestre de l'année en cours, la discipline budgétaire des années précédentes, conjuguée à la faiblesse de l'inflation, a permis au Canada de stimuler la croissance par une politique budgétaire anticyclique. En conséquence, l'économie canadienne a affiché des résultats relativement satisfaisants à un moment où le ralentissement de la croissance économique était généralisé au niveau mondial; au premier semestre de 2002 la croissance moyenne de l'économie était bien supérieure au taux annualisé de 4 pour cent.

2. Le commerce joue un rôle important dans l'économie canadienne. Les flux bilatéraux des échanges représentaient près de 80 pour cent du PIB au premier semestre de 2002, et les exportations de biens et de services ont été une composante importante de la croissance ces dernières années. Les États-Unis sont la destination de quelque 87 pour cent des exportations canadiennes de marchandises et à l'origine des deux tiers environ des importations du Canada.<sup>1</sup> Bien que cette situation risque de rendre l'économie canadienne vulnérable aux événements qui se produisent aux États-Unis, le Canada a bien résisté aux effets du ralentissement de l'économie américaine depuis 2000.

3. Le Canada a reconduit en 2001 sa cible de maîtrise de l'inflation qui avait produit les résultats recherchés, et il entend stabiliser le taux d'inflation aux alentours de 2 pour cent. Il a aussi réalisé des progrès remarquables pour réduire le fardeau de la dette publique, le ratio de la dette au PIB ayant été ramené de 71 pour cent en 1995 à 49 pour cent en 2002.

### **1) PRODUCTION, EMPLOI ET PRIX**

4. L'économie canadienne a connu quatre années de forte croissance jusqu'à la fin de 2000, soutenue par l'augmentation des exportations et de l'investissement (tableau I.1). La croissance économique a commencé à ralentir au quatrième trimestre de 2000, et elle a régressé au troisième trimestre de 2001, sous l'effet en grande partie de la baisse de l'activité économique aux États-Unis. La croissance réelle pour l'ensemble de l'année 2001 est tombée à 1,5 pour cent, son plus bas niveau depuis le début des années 90, par suite d'une forte diminution des exportations de biens et services et d'un recul prononcé des stocks. Comparativement aux années précédentes, où la croissance du PIB était en grande partie alimentée par les exportations nettes, c'est la demande intérieure qui a soutenu la croissance en 2001, en particulier les dépenses de consommation et les dépenses publiques, puisque l'investissement non résidentiel a perdu de la vitesse.

---

<sup>1</sup> Estimations fondées sur la base de données Comtrade de la DSNU.

Tableau I.1

**Principaux indicateurs macro-économiques, 1997-2002**

(milliards de dollars canadiens et pourcentage, valeurs annualisées, sauf indication contraire)

	1997	1998	1999	2000	2001	2002 T1	2002 T2	2002 T3
<b>PIB (dollars canadiens courants)</b>	<b>882,7</b>	<b>915,0</b>	<b>980,5</b>	<b>1 065,0</b>	<b>1 092,2</b>	<b>1 106,2</b>	<b>1 138,0</b>	<b>1 151,8</b>
<b>Variation en pourcentage</b>								
PIB réel	4,2	4,1	5,4	4,5	1,5	5,7	4,4	3,1
Demande intérieure finale	5,4	2,8	4,3	4,0	2,5	3,7	4,4	2,0
Dépenses de consommation	4,6	2,8	3,9	3,7	2,6	2,9	4,2	0,5
Biens	5,5	3,4	4,4	3,8	2,6	5,3	1,5	-1,0
Services	3,9	2,3	3,4	3,7	2,6	0,9	6,7	1,9
Dépenses publiques								
Biens et services	-1,0 <sup>a</sup>	3,2	1,9	2,3	3,3	1,7	3,3	2,8
Formation brute de capital fixe	-3,2	-0,7	12,7	3,0	11,5	7,1	8,3	0,7
Investissement résidentiel	8,2	-3,5	5,4	3,5	4,7	35,2	-1,7	15,9
Investissement fixe des entreprises	18,1	2,8	7,2	6,9	0,4	8,1	5,8	6,2
Construction non résidentielle	17,7	0,3	2,0	6,4	0,8	-7,7	-1,9	-2,3
Machines et matériel	26,0	8,6	11,4	9,3	-2,2	1,8	16,7	4,8
Investissements en stocks des entreprises (milliards de dollars canadiens)	8,2	6,0	6,5	9,9	-3,5	-7,8	7,2	6,4
Variation sur la période (milliards de dollars canadiens)	5,6	-2,2	0,6	3,4	-13,5	4,9	14,9	-0,8
Exportations réelles de biens et services	8,3	9,1	10,0	8,0	-3,8	5,3	2,0	9,6
Biens	8,5	8,5	11,1	8,6	-4,1	6,5	1,6	10,3
Services	7,1	13,1	2,7	3,9	-1,7	-2,6	4,7	4,2
Importations réelles de biens et services	14,2	5,1	7,8	8,2	-5,8	5,2	18,9	6,3
Biens	16,5	6,1	8,5	8,9	-5,9	7,0	18,3	7,9
Services	3,7	-0,1	4,1	4,1	-4,8	-4,0	22,0	-1,6
Revenu disponible réel des particuliers	1,3	2,8	2,7	6,9	4,4	7,2	4,5	4,1
<b>Prix</b>								
<b>Variation en pourcentage</b>								
IPC (moyenne sur la période)	1,6	0,9	1,7	2,7	2,6	1,5	1,3	2,3
IPC de base (à l'exclusion des huit éléments les plus volatiles et des impôts indirects)	1,9	1,3	1,4	1,2	2,1	2,1	2,2	2,4
Indice (implicite) des prix du PIB	0,8	-0,6	1,6	3,9	1,1	3,5	7,4	1,9
Coûts unitaires de main-d'œuvre	2,0	2,9	-2,3	3,8	3,2	0,4	-0,5	..
Règlements salariaux	1,4	1,7	2,2	2,5	3,2	2,9	2,6	..
Indice des prix des produits de base (1982-90=100 (dollar EU))								
Énergie	83,4	64,6	78,9	122,9	116,1	..	..	..
Hors énergie	118,4	103,6	105,2	108,8	101,9	..	..	..
<b>Emploi/chômage</b>								
Emploi (variation en pourcentage)	2,3	2,7	2,8	2,6	1,1	2,8	3,7	3,4
Taux de chômage (en fin de période pour les trimestres)	9,2	8,3	7,6	6,8	7,2	7,7	7,5	7,7

.. Non disponible.

a Y compris les dépenses au titre de la formation brute de capital fixe.

Source: Statistique Canada [en ligne], que l'on peut consulter à l'adresse suivante: <http://www.statcan.ca/francais/Pgdb/>; Ministère des finances, *L'économie en bref*, divers numéros [en ligne], que l'on peut consulter à l'adresse suivante: <http://www.fin.gc.ca/purl/econbr-f.html>; Banque du Canada [en ligne], que l'on peut consulter à l'adresse suivante: <http://www.bankofcanada.ca/fr/inflation/index.htm>; et FMI, *Statistiques financières internationales*, août 2002.

5. La croissance a repris plus vigoureusement au quatrième trimestre de 2001, et le PIB a crû à un taux annualisé de 5,7 pour cent au premier trimestre de 2002, sous l'effet principalement d'un ralentissement du déstockage, d'une forte hausse de l'investissement résidentiel et d'une vigoureuse progression des exportations. La croissance a légèrement diminué aux deuxième et troisième trimestres de 2002, mais elle est demeurée robuste, affichant des taux de 4,4 pour cent et de 3,1 pour cent, respectivement. Avec les vigoureuses hausses du revenu disponible réel des particuliers enregistrées depuis le quatrième trimestre de 2001, on s'attend que la croissance de l'économie canadienne continue d'être alimentée par l'investissement résidentiel et les dépenses de consommation. La récente fermeté des revenus a été favorisée par une baisse des impôts sur le revenu des personnes physiques et par une forte progression des revenus d'emploi et des transferts des administrations publiques. La hausse du revenu disponible réel des particuliers a permis de porter le taux d'épargne des particuliers à 4,7 pour cent au troisième trimestre de 2002, comparativement à 3,7 pour cent au troisième trimestre de 2001, soit le plus bas niveau qu'il ait jamais atteint. Le taux d'épargne des particuliers demeure toutefois bien en deçà de la barre des 13 à 14 pour cent, atteinte au début des années 90.

6. Même si l'investissement résidentiel a fait un bond aux trois premiers trimestres de 2002 (considérés dans leur ensemble), l'investissement privé non résidentiel n'a commencé à se redresser qu'au deuxième trimestre après avoir baissé en 2001 et au premier trimestre de l'année suivante. Cette diminution était en partie liée à la diminution des débouchés à l'exportation sur le marché des États-Unis. Les niveaux des prêts à la consommation et à l'habitation ont fortement augmenté, et en proportion de leurs revenus, l'endettement des ménages avait atteint 99,4 pour cent au deuxième trimestre de 2002. Les niveaux exceptionnellement bas des taux d'intérêt et la hausse des revenus contribuent à soutenir la demande de logements car ils permettent de maintenir près de ses plus hauts niveaux l'"abordabilité du logement".

7. La vigoureuse croissance de la production et de la consommation s'est accompagnée d'une forte progression des importations, en particulier de biens, tout au long de la fin des années 90 et en 2000. En 2001, toutefois, les importations de biens et de services ont diminué de 5,8 pour cent, ce qui était en partie attribuable à la chute des exportations qui, au Canada, ont une teneur élevée en produits importés. Au cours des trois premiers trimestres de 2002, la croissance a été plus forte que prévu et elle s'est accompagnée de hausses appréciables des importations.

8. Les dépenses personnelles en services représentent plus de la moitié des dépenses totales des particuliers et environ 30 pour cent du PIB réel, et elles ont fortement contribué à la croissance du PIB en 2000 et en 2001. Comme elles sont l'une des composantes les plus stables du PIB, et sachant que les dépenses personnelles en biens durables et autres composantes cycliques du PIB diminuent en période de ralentissement économique, leur contribution relative au PIB a augmenté en 2000 et en 2001. La vigueur du secteur du logement et les mesures d'incitation financière mises en place dans le secteur de l'automobile ont contribué à la hausse des dépenses personnelles en biens durables à la fin de 2001 et au début de 2002, amoindrissant de ce fait la contribution relative des services à l'activité économique en 2002 par rapport aux deux années précédentes. Les dépenses publiques, en particulier la formation brute de capital, ont également soutenu la croissance pendant la majeure partie de la période 2000-2002.

9. Malgré l'expansion généralement rapide de l'économie, l'inflation est demeurée faible et dans les limites de la cible de 1 à 3 pour cent fixée par la Banque du Canada (voir ci-après); la hausse annuelle de l'indice des prix à la consommation (IPC) a atteint en moyenne 1,9 pour cent au cours de la période 1997-2001 (tableau I.1). Le taux d'accroissement de l'IPC s'est quelque peu accéléré en 2000 et en 2001, en raison notamment d'un redressement des cours du pétrole et de l'effet des prix des importations sur la dépréciation réelle du dollar canadien par rapport au dollar américain. Par

contre, l'inflation de base a augmenté dans une moindre mesure.<sup>2</sup> La progression de l'IPC a ralenti vers la fin de 2001 par suite du fléchissement de l'activité économique et des effets du repli des prix du pétrole brut et du gaz naturel, mais elle s'est légèrement orientée en hausse pendant les trois premiers trimestres de 2002, pour s'élever à 3,2 pour cent en octobre, sous l'influence du renchérissement des denrées alimentaires, du transport, du logement et en particulier du pétrole brut. En septembre et en octobre, la hausse sur 12 mois de l'IPC de base a atteint 2,5 pour cent, ce qui était en grande partie attribuable aux hausses des primes d'assurance et des tarifs de l'électricité.

10. Le taux de chômage a augmenté en 2001 pour atteindre un sommet de 8 pour cent en décembre 2001. En novembre 2002, il était tombé à 7,5 pour cent. La forte progression de l'emploi qui s'est accompagnée d'une hausse du taux de participation de la main-d'œuvre a freiné le recul global du chômage. La plupart des gains d'emploi enregistrés depuis le début de 2002 étaient concentrés en Ontario (dans le secteur manufacturier), puis au Québec (dans la construction et les services). Au cours des onze premiers mois de 2002, l'économie a créé quelque 502 000 emplois, comparativement à 167 000 pour l'ensemble de l'année 2001. Le nombre total de personnes occupant un emploi a atteint 15,6 millions en novembre 2002; le taux de participation de la main-d'œuvre, qui est calculé tous les trimestres, s'établissait à 67,3 pour cent au troisième trimestre de 2002, alors qu'il se situait à 66 pour cent en 2001 et à 65 pour cent en 1997.

11. La productivité du travail au Canada a crû en moyenne de 2 pour cent entre 1997 et 2001, comparativement à 1,2 pour cent au cours de la période 1990-1996, mais elle a ralenti en 2001 pour s'établir à 0,8 pour cent. Les autorités ont indiqué que l'accroissement de la productivité du travail dans le secteur privé pendant la dernière moitié des années 90 était principalement le fait du secteur des services. Le redressement de la productivité du travail au Canada depuis 1997 a permis de réduire le retard accusé par le Canada en matière de gains moyens de productivité par rapport à son principal partenaire commercial, les États-Unis, au cours de la période. Même si la croissance des coûts unitaires de main-d'œuvre est demeurée raisonnable en 2000 et 2001, elle a été supérieure à celle de la productivité. Il n'en reste pas moins que les entreprises canadiennes ont amélioré leur position concurrentielle par rapport aux États-Unis: corrigés des fluctuations du taux de change, en 2001, les coûts unitaires de main-d'œuvre avaient baissé de 2,9 pour cent par rapport aux États-Unis.

## **2) POLITIQUE MONÉTAIRE ET TAUX DE CHANGE**

12. La politique monétaire canadienne vise à maintenir un taux d'inflation bas et stable. À cette fin, la Banque du Canada et le gouvernement ont adopté une cible de maîtrise de l'inflation qui se situe à l'intérieur d'une fourchette de 1 à 3 pour cent, telle que mesurée par la hausse de l'IPC. La Banque estime qu'en se concentrant sur l'inflation, il est possible de maintenir au plus bas niveau possible l'écart entre la production potentielle et la production réelle de l'économie, permettant ainsi d'éviter les cycles de surchauffe et de contraction inflationnistes. Le régime de cibles de maîtrise de l'inflation est en place depuis 1991, et il a été reconduit à trois reprises, soit en 1995, en 1998, et en 2001. Lors de sa reconduction en 2001 pour une période de cinq ans, la Banque du Canada a maintenu la fourchette cible entre 1 et 3 pour cent, alors que la politique monétaire se fixait pour objectif le maintien de la tendance de l'inflation au point médian de 2 pour cent; il serait ainsi

---

<sup>2</sup> La mesure "de base" de l'inflation de l'IPC, ou indice de référence, que la Banque du Canada utilise depuis mai 2001 exclut les huit composantes les plus volatiles de l'IPC (fruits, légumes, essence, mazout, gaz naturel, intérêts hypothécaires, transport interurbain et produits du tabac) et apporte des ajustements aux autres composantes pour en retrancher l'effet des modifications des impôts indirects.

possible de tolérer des écarts de 1 pour cent à la hausse ou à la baisse par suite des chocs de la demande ou de l'offre.<sup>3</sup>

13. La Banque du Canada mène la politique monétaire du pays essentiellement par le biais des modifications apportées à l'objectif qu'elle se fixe pour les fluctuations du taux du financement à un jour et qui correspond au point milieu de la fourchette opérationnelle à l'intérieur de laquelle évolue le taux du financement à un jour. Ces modifications influent à divers degrés sur les autres taux d'intérêt selon leur terme, et elles ont aussi une incidence sur le taux de change. En décembre 2000, la Banque du Canada a commencé à instaurer un système de huit dates préétablies par an pour l'annonce des modifications éventuelles du taux directeur.<sup>4</sup> Auparavant, la Banque pouvait modifier ce taux à n'importe quel moment.

14. Dans la conduite de la politique monétaire, la Banque du Canada reconnaît l'importance du commerce international pour l'économie canadienne. À cet égard, elle estime que, dans une économie ouverte comme celle du Canada où le taux de change est flottant, elle doit tenir compte des effets des modifications apportées au taux cible du financement à un jour sur le taux de change, puisque ce sont les effets combinés des taux d'intérêt et du taux de change qui déterminent les conditions monétaires. Les taux d'intérêt rendent compte de l'effet des conditions économiques intérieures, tandis que les fluctuations du taux de change reflètent les conditions économiques en vigueur à l'étranger et leur effet sur l'économie canadienne. La Banque considère que ces changements des conditions monétaires de l'économie se répercuteront sur l'économie réelle avec un décalage de 18 à 24 mois.

15. En raison du ralentissement de l'économie et compte tenu de la faiblesse de l'inflation, la Banque du Canada a considérablement assoupli sa politique monétaire en 2001 pour soutenir la demande globale. Entre janvier 2001 et janvier 2002, elle a abaissé à dix reprises son taux cible du financement à un jour, soit une diminution totale de 375 points de base, pour le ramener à 2 pour cent (tableau I.2). Des signes de reprise s'étant manifestés au début de 2002, la Banque a réduit son intervention monétaire expansionniste dans l'économie et elle a relevé trois fois le taux du financement à un jour entre avril et juillet, pour le porter à 2,75 pour cent.

16. Depuis 2000, les agrégats monétaires ont rapidement progressé et leur croissance a été supérieure à celle du PIB nominal. L'expansion a été particulièrement forte dans le cas des agrégats monétaires au sens étroit (tels que M1 brut et M1++), dont la demande a augmenté par suite de l'assouplissement des conditions monétaires, et du bas niveau des taux de rendement des autres actifs qui a amoindri le coût d'opportunité de la détention de fonds. La demande de monnaie au sens étroit a également augmenté à des fins de précaution en raison de l'incertitude accrue sur les marchés boursiers et monétaires.

17. En 2000 et en 2001, le dollar canadien s'est apprécié par rapport au dollar américain, puis il est descendu au niveau sans précédent de 0,62 dollar américain en janvier 2002 avant de reprendre de la valeur au premier semestre de 2002. Au cours de la période 2000-2001, le taux de change effectif réel du dollar canadien a baissé, puis il est remonté en 2002.

---

<sup>3</sup> Voir Banque du Canada (2001), *Reconduction de la cible de maîtrise de l'inflation*, Note d'information, mai 2001.

<sup>4</sup> Voir Banque du Canada (2001), Adoption de dates fixes pour l'annonce des modifications du taux officiel d'escompte, que l'on peut consulter à l'adresse suivante: <http://www.bankofcanada.ca/dates-fixes/index.htm>.

Tableau I.2  
Quelques indicateurs monétaires et indicateurs du taux de change, 1997-2002

	1997	1998	1999	2000	2001	2002 T1	2002 T2	2002 T3
<b>Masse monétaire (en fin de période, variation en pourcentage)<sup>a</sup></b>								
M1 brut	14,7	7,0	9,8	15,6	14,3	12,2	12,9	11,2
M1++	5,3	1,0	6,8	10,1	13,9	15,6	15,0	12,1
M2++	6,1	5,5	5,5	7,9	7,1	6,7	6,6	6,5 (août)
<b>Taux d'intérêt (pour cent)</b>								
Taux du financement à un jour (instrument de la politique)	4,25	5,0	4,75	5,75	2,25	2,0	2,5	2,74
Taux de base	4,96	6,60	6,44	7,27	5,81	3,75	4,08	4,50
Effet de commerce à 90 jours	4,8	5,02	5,27	5,71	2,08	2,36	2,78	2,90
<b>Taux de change (moyenne annuelle)</b>								
Taux de change effectif nominal (1995=100)	101,9	95,8	95,2	96,3	93,5	91,4	93,1	..
Indice C-6 des taux de change pondérés en fonction des échanges commerciaux <sup>b</sup>	85,84	78,32	83,9	81,66	78,33	78,45	80,99	77,97
Taux de change effectif réel (1995=100)	103,5	97,0	95,9	96,0	91,1	91,0	93,7	..
Dollar canadien/dollar américain	1,38	1,48	1,48	1,48	1,54	1,58	1,53	1,57
Dollar canadien/livre sterling	2,26	2,45	2,40	2,24	2,22	2,25	2,27	2,45
Dollar canadien/euro	..	..	1,58	1,37	1,38	1,39	1,46	1,54

.. Non disponible/sans objet.

a M1 brut: monnaie hors banques, plus les comptes de chèques des particuliers, les comptes courants et certaines corrections apportées à M1. M1++: M1+ plus les dépôts à préavis non transférables par chèque dans les banques, les sociétés de fiducie ou de prêt hypothécaire, les caisses populaires et les credit unions, moins les dépôts interbancaires à préavis non transférables par chèque, auxquels s'ajoutent les corrections effectuées pour assurer la continuité des données. M2++: comprend les obligations d'épargne du Canada, les montants cumulatifs nets versés dans les fonds communs de placement autres que les fonds du marché monétaire en dollars canadiens.

b L'indice C-6 des taux de change pondérés en fonction des échanges est une moyenne pondérée des cours du dollar canadien par rapport aux grandes monnaies. Les poids attribués aux divers pays s'appuient sur le volume des échanges commerciaux du Canada avec chacun de ces pays au cours de chacune des trois années allant de 1994 à 1996. L'année de base de l'indice est 1992.

Source: Banque du Canada, *Rapport sur la politique monétaire*, avril 2002, et autres renseignements disponibles en ligne, que l'on peut consulter à l'adresse suivante: <http://www.banqueducanada.ca> (<http://www.bankofcanada.ca/en/graphs/a1-table-fr.htm> et <http://www.bank-banque-canada.ca/pdf/wfs.pdf>); et Fonds monétaire international, *Statistiques financières internationales* (août 2002).

### 3) POLITIQUE BUDGÉTAIRE

18. Par suite d'une politique de réduction du déficit, le Canada a enregistré au niveau fédéral un excédent budgétaire au cours de chacun des exercices de la période 1997-1998 à 2001-2002. Par ailleurs, le ratio de la dette fédérale au PIB est descendu du sommet d'après-guerre de 71 pour cent en 1995-1996 à quelque 49 pour cent en 2001-2002. La baisse des dépenses de programmes en pourcentage du PIB, qui sont tombées de 16,4 pour cent en 1993-1994 à 11,3 pour cent en 2000-20001, a été un facteur déterminant du redressement des finances publiques.<sup>5</sup>

<sup>5</sup> Le gouvernement estime que près des trois quarts de l'amélioration du solde budgétaire depuis 1993-1994 est attribuable à la diminution des dépenses de programmes. Voir, *La mise à jour économique et financière*, 30 octobre 2002 [en ligne], que l'on peut consulter à l'adresse suivante: <http://www.fin.gc.ca/>.

19. Le Canada a adopté une politique budgétaire plus expansionniste à compter de 2000. Le gouvernement a abaissé les impôts en février 2000 et il a rétabli la pleine indexation du régime de l'impôt sur le revenu des particuliers sur l'inflation afin de stimuler la croissance économique. Les réductions d'impôt seront mises en œuvre sur une période de cinq ans au cours de laquelle on estime que les impôts seront réduits d'un montant cumulatif d'au moins 58 milliards de dollars canadiens.<sup>6</sup> Le taux d'imposition intermédiaire a été ramené de 26 pour cent à 23 pour cent, et a d'abord été réduit de 2 points de pourcentage en juillet 2000, où il est tombé à 24 pour cent. Il a aussi été décidé d'éliminer la surtaxe de 5 pour cent affectée à la réduction du déficit pour les Canadiens dont le revenu ne dépasse pas 85 000 dollars et de la réduire pour les Canadiens dont les revenus sont supérieurs à ce seuil d'ici à 2004.

20. En octobre 2000, de nouvelles mesures expansionnistes ont été adoptées au titre du Plan en quatre volets du gouvernement, qui prévoient notamment un accroissement de quelque 21,1 milliards de dollars canadiens des transferts fédéraux à Santé Canada pour renforcer le système universel de soins de santé du Canada, ainsi qu'une augmentation des dépenses consacrées à l'éducation et à la protection de l'environnement. Il a aussi été décidé de procéder à des réductions d'impôt plus rapides et plus importantes que ne le prévoyait le Budget 2000, de manière à abaisser de 21 pour cent, plutôt que de 15 pour cent, le taux moyen de l'impôt sur le revenu des particuliers, ce qui, conjugué aux mesures annoncées dans le Budget 2000, se traduira par une diminution cumulative totale du fardeau fiscal des Canadiens de 100 milliards de dollars canadiens d'ici à 2004.<sup>7</sup> Parmi les autres mesures fiscales de stimulation de l'économie adoptées en 2000 figuraient des réductions du taux de l'impôt sur les bénéfices des sociétés pour les secteurs les plus lourdement imposés, tels que les services.<sup>8</sup> De même, le taux d'inclusion des gains en capital a été ramené à 50 pour cent du gain réalisé pour les particuliers et pour les entreprises.

21. Le solde budgétaire global du gouvernement fédéral a atteint 1,9 pour cent du PIB en 2000-2001, avant de descendre à 0,9 pour cent en 2001-2002 (tableau I.3). La diminution de l'excédent budgétaire en 2001-2002 était attribuable à une hausse de 4,8 pour cent des dépenses, aux réductions d'impôt introduites en 2000 et au ralentissement de la croissance économique. Le recul de l'activité économique s'est répercuté sur la plupart des grandes composantes des recettes publiques, en particulier les rentrées de l'impôt sur le revenu des sociétés, et il a entraîné une diminution globale des recettes qui ont baissé de 3,5 pour cent par rapport à l'exercice précédent.

22. Au niveau provincial, la réforme fiscale et la croissance économique ont permis d'enregistrer des excédents dans la majorité des provinces, y compris dans celles dont le poids économique est le plus important (Ontario, Québec et Alberta).<sup>9</sup> Les provinces ont affiché un solde budgétaire global

---

<sup>6</sup> Gouvernement du Canada (2000). Budget 2000 [en ligne], que l'on peut consulter à l'adresse suivante: [http://www.fin.gc.ca/budget00/features/bud\\_tax\\_f.html](http://www.fin.gc.ca/budget00/features/bud_tax_f.html).

<sup>7</sup> Pour plus de précisions, voir les renseignements en ligne du gouvernement du Canada, que l'on peut consulter à l'adresse suivante: <http://www.fin.gc.ca/toce/2000/ec00f.htm>.

<sup>8</sup> Il est tombé de 28 pour cent en 2000 à 27 pour cent en 2001, puis à 25 pour cent en 2002, à 23 pour cent en 2003 et à 21 pour cent en 2004 et les années suivantes. Le taux de l'impôt sur les bénéfices des petites entreprises a été ramené de 28 pour cent à 21 pour cent à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2001 dans le cas des sociétés privées sous contrôle canadien tirant des revenus de 200 000 à 300 000 dollars canadiens de l'exercice d'une activité commerciale au Canada.

<sup>9</sup> Davantage de renseignements sur les comptes publics des provinces canadiennes sont disponibles en ligne à l'adresse suivante: [http://www.fin.gc.ca/frt/2002/frt02\\_4f.html](http://www.fin.gc.ca/frt/2002/frt02_4f.html).

excédentaire au cours des exercices 1999-2000 et 2000-2001, soit les derniers exercices pour lesquels des données complètes sont disponibles. En 2001-2002, l'ensemble du secteur provincial devait être sur le point d'avoir atteint un budget équilibré. La Colombie-Britannique, le Yukon et les provinces Atlantiques, à l'exception du Nouveau-Brunswick, devaient avoir enregistré des déficits budgétaires.

**Tableau I.3**  
**Quelques indicateurs budgétaires, 1997-2002**

	1997-1998	1998-1999	1999-2000	2000-2001	2001-2002 <sup>a</sup>
<b>Solde budgétaire fédéral (en pourcentage du PIB)</b>					
Recettes	17,3	17,0	17,0	16,6	15,9
Dépenses	-12,3	-12,2	-11,5	-10,8	-11,5
Solde de fonctionnement	5,0	4,8	5,5	5,8	4,4
Frais de la dette publique	-4,6	-4,5	-4,3	-3,9	-3,5
Solde budgétaire	0,4	0,3	1,3	1,9	0,9
Opérations non budgétaires	1,0	0,9	0,2	-0,1	-0,4
Besoins financiers	1,4	1,3	1,5	1,8	0,5
Solde budgétaire des provinces	-0,4	-0,3	0,3	1,1	..
Dette publique (milliards de dollars canadiens, exercice)	583,2	579,7	576,8	564,5	547,4
Dette publique (en pourcentage du PIB)	65,6	63,0	57,9	51,8	49,1

.. Non disponible.

a Données préliminaires, sous réserve des rajustements comptables de fin d'exercice.

Source: Ministère des finances (2002), *La revue financière*, mai; et Budget 2002.

23. L'excédent budgétaire global des quelques dernières années a permis de réduire le ratio de la dette publique au PIB, qui est tombé à 49,1 pour cent au cours de l'exercice 2001-2002, comparativement à 65,6 pour cent pendant l'exercice 1997-1998 (tableau I.3). À supposer que les budgets restent équilibrés, le gouvernement entend ramener ce ratio à 40 pour cent d'ici à 2005, les excédents budgétaires globaux qui seraient enregistrés devant être affectés au remboursement de la dette.

#### 4) BALANCE DES PAIEMENTS

24. Le commerce extérieur a joué un rôle majeur dans la croissance économique canadienne durant les années 90 et au début des années 2000. Les exportations et les importations ont généralement progressé à un rythme plus rapide que le PIB. Les exportations de biens représentaient quelque 38 pour cent du PIB en 2001, comparativement à 24 pour cent il y a 20 ans.

25. Le compte courant affiche un excédent depuis 1999 (tableau I.4). Par suite de l'important excédent de la balance commerciale, engendré par une forte poussée des exportations de biens, l'excédent de la balance du compte courant s'est sensiblement accru en 2000 par rapport à l'année précédente. En 2001, il a atteint 30 milliards de dollars canadiens, soit quelque 2,8 pour cent du PIB, du fait que les importations se sont repliées plus vite que les exportations et que l'excédent commercial a augmenté.

26. Si le solde des marchandises a affiché un excédent en 2000 et en 2001, celui des services a été déficitaire. Le déficit du commerce des services s'est légèrement aggravé en 2001, alors que l'excédent du commerce des marchandises a augmenté. Le compte de capital a continué d'enregistrer un excédent, mais le déficit du compte financier s'est sensiblement détérioré depuis 1999, par suite essentiellement d'une poussée des investissements directs et des investissements de portefeuille des Canadiens à l'étranger, qui ont été supérieurs aux entrées importantes de l'investissement étranger.



Tableau I.4

## Balance des paiements internationaux du Canada, 1997-2002

(millions de dollars canadiens)

	1997	1998	1999	2000	2001	2002 T1	2002 T2	2002 T3
<b>Compte courant</b>								
<b>Recettes totales</b>	<b>385 415</b>	<b>414 777</b>	<b>458 767</b>	<b>528 643</b>	<b>513 264</b>	<b>122 122</b>	<b>125 391</b>	<b>128 249</b>
Exportations de biens et services	347 134	377 385	420 210	482 731	471 250	113 656	116 233	119 249
Biens	303 378	327 162	367 171	425 587	414 638	99 661	102 017	104 946
Services	43 755	50 223	53 039	57 144	56 612	13 994	14 216	14 303
Voyages	12 221	14 019	15 141	16 098	16 682	4 054	3 903	3 967
Transports	8 407	9 143	9 688	11 170	10 523	2 610	2 710	2 770
Autres services	23 128	27 062	28 210	29 876	29 407	7 331	7 602	7 567
Revenus de placements	33 252	32 338	32 913	39 815	34 990	6 723	7 552	7 382
Investissements directs	15 164	12 955	14 148	18 403	15 791	2 712	3 547	3 402
Investissements de portefeuille	4 972	5 741	6 074	6 949	7 683	1 954	1 997	1 932
Autres investissements	13 115	13 643	12 692	14 463	11 515	2 057	2 007	2 047
Transferts	5 029	5 054	5 644	6 097	7 024	1 743	1 607	1 618
<b>Total des paiements</b>	<b>396 812</b>	<b>426 140</b>	<b>456 771</b>	<b>500 862</b>	<b>483 216</b>	<b>116 785</b>	<b>120 680</b>	<b>123 146</b>
Importations de biens et services	330 346	359 947	387 152	427 997	415 617	101 547	104 985	107 389
Biens	277 727	303 399	326 961	363 432	350 623	85 779	88 526	90 943
Services	52 619	56 549	60 191	64 565	64 994	15 768	16 459	16 446
Voyages	15 873	16 029	17 049	18 313	17 998	4 365	4 515	4 547
Transports	11 417	11 759	12 288	14 004	14 209	3 261	3 507	3 676
Autres services	25 329	28 761	30 853	32 249	32 787	8 142	8 437	8 222
Revenus de placements	62 133	61 965	64 983	68 241	62 524	13 938	14 458	14 497
Investissements directs	18 885	16 271	20 578	23 470	20 920	4 617	5 134	5 130
Investissements de portefeuille	29 519	31 302	30 453	29 240	29 652	7 198	7 238	7 382
Autres investissements	13 730	14 391	13 952	15 531	11 951	2 123	2 087	1 985
Transferts	4 333	4 228	4 636	4 624	5 074	1 300	1 238	1 259
<b>Solde du compte courant</b>	<b>-11 397</b>	<b>-11 363</b>	<b>1 996</b>	<b>27 781</b>	<b>30 049</b>	<b>5 336</b>	<b>4 711</b>	<b>5 104</b>
Biens et services	16 788	17 438	33 058	54 735	55 633	12 109	11 248	11 860
Biens	25 652	23 763	40 210	62 155	64 016	13 883	13 491	14 003
Services	-8 864	-6 325	-7 152	-7 421	-8 382	-1 774	-2 243	-2 143
Revenus de placements	-28 882	-29 627	-32 070	-28 427	-27 534	-7 215	-6 906	-7 116
Transferts	697	826	1 008	1 473	1 949	443	369	359
<b>Compte capital</b>								
Total comptes capital et financier, flux net	15 764	4 530	-13 192	-21 518	-20 918	2 321	564	-7 574
Compte capital, flux net	7 508	4 934	5 049	5 270	5 678	1 500	1 678	934
Compte capital, entrées	8 107	5 617	5 736	6 003	6 482	1 654	1 835	1 265
Compte capital, sorties	-599	-682	-687	-733	-804	-154	-157	-331
Compte financier, flux net	8 256	-405	-18 241	-26 788	-26 596	821	-1 114	-8 507
Actifs du Canada, flux nets	-62 546	-67 161	-40 710	-142 429	-110 385	-25 747	-11 837	-13 118
Investissements canadiens directs à l'étranger	-31 937	-50 957	-23 182	-70 545	-54 924	-7 052	-8 620	-12 814
Investissements canadiens de portefeuille	-11 849	-22 497	-23 067	-62 274	-37 718	-11 382	-6 316	-2 068
Autres investissements canadiens	-18 760	6 292	5 540	-9 610	-17 743	-7 313	3 100	1 764
dont réserves internationales officielles	3 389	-7 452	-8 818	-5 480	-3 353	-696	-1 450	1 885

	1997	1998	1999	2000	2001	2002 T1	2002 T2	2002 T3
Passif du Canada, flux net	70 803	66 757	22 468	115 641	83 789	26 568	10 724	4 611
Investissements étrangers directs au Canada	15 958	33 828	36 306	98 940	42 527	17 466	7 027	1 569
Investissements étrangers de portefeuille	16 181	24 779	3 255	14 025	30 868	2 281	6 633	-3 557
Autres investissements étrangers	38 664	8 149	-17 092	2 677	10 394	6 821	-2 936	6 599
Divergence statistique	-4 367	6 833	11 196	-6 264	-9 130	-6 236	-4 385	798
<b>Pour mémoire: solde du compte courant/PIB</b>	<b>-1,3</b>	<b>-1,2</b>	<b>0,1</b>	<b>2,6</b>	<b>2,8</b>	<b>0,5</b>	<b>0,4</b>	<b>0,4</b>

.. Non disponible.

Note: Un signe négatif indique une sortie de capital, provenant d'un accroissement de créances envers les non-résidents ou d'une diminution des engagements envers les non-résidents.

Source: Statistique Canada.

## 5) STRUCTURE DU COMMERCE ET DE L'INVESTISSEMENT

27. Le Canada compte pour 5,5 pour cent du total des exportations mondiales et pour 4,5 pour cent des importations mondiales (non compris les échanges à l'intérieur de l'UE). En 2001, il occupait la cinquième place dans le classement des nations commerçantes, ayant cédé la quatrième place à la Chine.<sup>10</sup>

### i) Commerce des marchandises

28. Sur la base des données Comtrade, les exportations se sont accrues à un rythme plus rapide en 1999 et en 2000, mais elles se sont repliées en 2001, sus l'effet principalement d'une contraction de la demande d'importations aux États-Unis (tableau AI.1). Les secteurs les plus touchés ont notamment été ceux des machines de bureau et du matériel de télécommunication, des produits de l'automobile, des produits agricoles, du fer et de l'acier. Les importations ont crû de plus de 40 pour cent (en dollars EU) entre 1996 et 2000, mais elles ont fléchi en 2001 alors que la croissance ralentissait (tableau AI.2).<sup>11</sup>

29. Les deux tiers environ des exportations sont constituées de produits manufacturés. Par catégories de produits, les principales exportations de marchandises du Canada en 2001 ont été les produits de l'automobile, en particulier les voitures de tourisme (21,2 pour cent et 12,1 pour cent, respectivement), les produits des industries extractives, en particulier les combustibles et carburants (18,4 pour cent et 14,1 pour cent, respectivement), et les produits agricoles (compte non tenu des produits de l'industrie agroalimentaire, 12,9 pour cent). Depuis le milieu des années 90, la part de l'agriculture dans les exportations totales ne cesse de diminuer alors que celle des produits des industries extractives (en particulier le gaz naturel) augmente (tableau AI.1).

30. Plus de 80 pour cent des importations sont constituées de produits manufacturés. Les machines et matériel, et les produits de l'automobile représentent environ la moitié des importations de biens. En 2001, avec une part de quelque 19 pour cent des importations totales, les produits de l'automobile étaient le principal produit d'importation et étaient suivis par les machines de bureau et le matériel de télécommunication, puis par les machines non électriques (tableau AI.2). Conformément

<sup>10</sup> OMC (2002).

<sup>11</sup> Elles auraient crû de 53 pour cent sur la base des données de Statistique Canada sur la balance des paiements.

à une observation déjà faite dans des examens antérieurs de la politique commerciale du Canada, les parts des produits de l'automobile, et du fer et de l'acier dans les importations sont orientées à la baisse, alors que celles des produits chimiques, et des combustibles et carburants sont orientés à la hausse. Les autorités ont indiqué que les augmentations de la part des combustibles et carburants étaient principalement dictées par l'évolution des prix de l'énergie.

31. Environ 90 pour cent des exportations du Canada et plus des deux tiers de ses importations s'effectuent avec des partenaires bénéficiant d'un traitement préférentiel. Les principaux partenaires commerciaux du Canada demeurent les États-Unis, vers lesquels ont été acheminées 87 pour cent de ses exportations en 2001 et d'où provenaient les deux tiers environ de ses importations (tableaux AI.3 et AI.4). Le Canada et les États-Unis demeurent l'un pour l'autre le principal partenaire commercial en raison de leur proximité géographique et de l'effet de leurs accords commerciaux préférentiels, dont le précédent Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis (ALE), et l'ALÉNA. Depuis le dernier examen, la part des exportations canadiennes à destination des États-Unis a continué de croître (passant de 79 pour cent en 1995 à 87 pour cent en 2001). Les échanges Canada-États-Unis portent essentiellement sur le commercial intra-industrie et intra-entreprise de produits industriels; ils sont dans une large proportion constitués de produits de l'automobile.

32. Parmi les autres partenaires commerciaux du Canada, seuls le Royaume-Uni, le Japon et la Chine comptent chacun pour plus de un pour cent des exportations canadiennes. Même si les échanges bilatéraux de marchandises entre le Canada et le Mexique ont rapidement augmenté depuis l'entrée en vigueur de l'ALÉNA, leur part dans le commerce total du Canada demeure faible. La provenance des importations canadiennes est plus diversifiée, l'Union européenne et l'Asie de l'Est comptant chacune pour quelque 11 à 14 pour cent des importations totales.

## ii) Commerce des services

33. Le Canada a toujours été un importateur net de services. Selon les données de la balance des paiements, l'ensemble du commerce des services a accusé du retard par rapport à celui des marchandises. En 2001, la moitié environ des transactions du Canada portaient sur les services commerciaux, les transports et les voyages comptant pour le reste (tableau I.5).

34. Les États-Unis sont le principal partenaire commercial du Canada pour ce qui est du commerce des services, puisqu'ils représentent quelque 60 pour cent des paiements et des recettes effectués à ce titre. L'UE, où le Royaume-Uni compte pour 40 pour cent environ du commerce total avec l'Union européenne, vient en deuxième place.

**Tableau I.5**

**Transactions internationales de services, par catégorie, 1998-2001**

(milliards de dollars canadiens)

Catégorie	1998			1999			2000			2001		
	a	b	c	a	b	c	a	b	c	a	b	c
<b>Total</b>	<b>50,2</b>	<b>56,5</b>	<b>-6,3</b>	<b>53,0</b>	<b>60,2</b>	<b>-7,2</b>	<b>57,1</b>	<b>64,6</b>	<b>-7,4</b>	<b>56,6</b>	<b>65,0</b>	<b>-8,4</b>
Voyages	14,0	16,0	-2,0	15,1	17,0	-1,9	16,1	18,3	-2,2	16,7	18,0	-1,3
Transports	9,1	11,8	-2,6	9,7	12,3	-2,6	11,2	14,0	-2,8	10,5	14,2	-3,7
Services commerciaux	25,9	28,0	-2,2	26,9	30,1	-3,2	28,5	31,5	-3,0	28,0	32,0	-4,0
Communications	2,2	2,3	-0,0	2,0	2,0	0,0	2,0	2,0	-0,1	1,9	2,0	-0,1
Assurance	3,5	4,3	-0,8	3,3	4,4	-1,1	2,9	4,2	-1,3	3,1	4,5	-1,4
Autres services financiers	1,2	2,1	-0,9	1,4	2,0	-0,5	2,0	2,4	-0,5	2,3	2,6	-0,2
Services informatiques et d'information	2,1	1,1	0,9	2,4	1,3	1,1	2,4	1,3	1,1	2,2	1,4	0,9

Catégorie	1998			1999			2000			2001		
	a	b	c	a	b	c	a	b	c	a	b	c
Frais de redevances et des licences	2,1	4,0	-1,9	2,3	5,0	-2,6	2,3	5,4	-3,0	2,3	5,4	-3,1
Services de gestion des affaires	2,2	3,7	-1,5	2,7	4,2	-1,5	3,0	4,6	-1,6	3,2	4,8	-1,6
Recherche et développement	2,7	1,3	1,5	3,1	1,6	1,6	4,1	1,7	2,4	3,2	1,4	1,8
Services d'architecture, d'ingénierie et autres services techniques.	3,2	1,5	1,7	2,4	1,3	1,1	2,5	1,5	1,0	2,6	1,8	0,8
Services gouvernementaux	1,2	0,7	0,5	1,3	0,8	0,6	1,4	0,8	0,6	1,4	0,8	0,7

a Recettes.  
b Paiements.  
c Solde.

Source: Statistique Canada, n° de catalogue 67-203-XIB [en ligne], que l'on peut consulter à l'adresse suivante: [http://www.dfait-maeci.gc.ca/eet/CIMT/2001/Canada\\_service\\_2001-fr.asp](http://www.dfait-maeci.gc.ca/eet/CIMT/2001/Canada_service_2001-fr.asp).

### iii) Investissement étranger

35. Le Canada est actif en tant qu'investisseur à l'étranger et en tant que bénéficiaire de l'investissement étranger direct (IED), et une grande proportion de ses exportations de marchandises, en particulier de produits manufacturés, est liée à ces investissements. Le Canada accueille aussi un volume important d'investissements de portefeuille et autres types d'investissements. Il entend continuer d'attirer l'investissement étranger et ce souci est donc devenu l'un des objectifs premiers de sa politique économique.

36. Le Canada est un investisseur net en matière d'IED, mais un bénéficiaire net d'autres types d'investissements et de l'ensemble de l'investissement étranger. La valeur des investissements canadiens directs à l'étranger a atteint 389,4 milliards de dollars canadiens en 2001, soit une augmentation de 78 pour cent par rapport à 1997; et celle de l'IED au Canada s'est élevée à 320,9 milliards de dollars canadiens, en hausse de 65 pour cent par rapport à 1997 (tableau I.6). La valeur totale de l'actif du Canada a atteint 904,5 milliards de dollars canadiens en 2001, soit une progression de 51 pour cent par rapport à 1997, tandis que son passif total s'est élevé à 1,1 billion de dollars canadiens la même année, en hausse de 24,5 pour cent par rapport à 1997. Le bilan net négatif des investissements internationaux du Canada a baissé au cours de la période 1997-2001 du fait que les investissements canadiens à l'étranger ont augmenté plus rapidement que les entrées de l'investissement étranger. Les autorités estiment que cette baisse est attribuable à l'essor de l'économie américaine, qui a attiré les investisseurs du Canada et d'autres pays pendant la fin des années 90. En 2001, la tendance a commencé à s'inverser alors que la croissance de l'économie canadienne s'est accélérée. Les autorités prévoient que cette tendance s'accroît en 2002 du fait que les taux d'intérêt ont augmenté au Canada alors qu'ils ont diminué dans la plupart des autres grands pays industrialisés.

Tableau I.6

**Bilan des investissements internationaux du Canada, 1997-2001**

(millions de dollars canadiens, en fin d'année)

	1997	1998	1999	2000	2001
<b>Actif total</b>	<b>599 483</b>	<b>686 347</b>	<b>717 297</b>	<b>819 114</b>	<b>904 505</b>
Investissements canadiens directs à l'étranger	218 607	262 909	283 228	340 366	389 426
Investissements canadiens de portefeuille	130 366	157 405	179 812	215 328	231 182
Obligations étrangères de portefeuille	26 586	33 254	30 733	34 976	35 125
Actions étrangères de portefeuille	103 780	124 151	149 079	180 352	196 057
Autres investissements canadiens	250 510	266 033	254 256	263 421	283 898
Prêts	70 638	60 459	56 011	60 508	69 018
Provisions	-10 327	-10 802	-10 777	-11 568	-11 785
Dépôts	102 104	118 449	108 826	108 591	108 714
Réserves officielles internationales	25 705	35 921	41 463	47 801	53 327
Autres actifs	62 391	62 006	58 733	58 089	64 623
<b>Passif total</b>	<b>889 707</b>	<b>986 008</b>	<b>964 277</b>	<b>1 021 593</b>	<b>1 107 931</b>
Investissement étranger direct au Canada	194 277	219 389	248 618	302 299	320 931
Investissements de portefeuille étrangers	459 801	511 384	486 269	485 215	527 083
Obligations canadiennes de portefeuille	367 899	405 772	389 693	371 081	417 132
Actions canadiennes de portefeuille	51 402	64 344	69 107	85 501	87 780
Effets du marché monétaire canadien de portefeuille	40 501	41 269	27 469	28 632	22 171
Autres investissements étrangers	235 629	255 235	229 390	234 079	259 918
Emprunts	51 676	55 402	56 807	57 251	49 486
Dépôts	165 357	180 685	152 012	155 174	188 726
Autres passifs	18 596	19 148	20 572	21 653	21 707
<b>Bilan net des investissements internationaux du Canada</b>	<b>-290 224</b>	<b>-299 661</b>	<b>-246 980</b>	<b>-202 478</b>	<b>-203 426</b>

Source: Statistique Canada, CANSIM II, tableau 376-0037 et n° catalogue 67-202-XIB.

37. La majeure partie de l'IED au Canada se concentre dans les activités basées sur les ressources (essentiellement l'énergie), les services (surtout les services financiers), le matériel de transport, les produits chimiques, les textiles, les produits alimentaires et boissons, et les produits électriques et électroniques. Les États-Unis, le Royaume-Uni et la France sont les principales sources de l'IED au Canada, dont leurs parts représentaient 67 pour cent, 7,7 pour cent et 7,2 pour cent respectivement du total de l'IED en 2001, et ils étaient suivis par les Pays-Bas, le Japon, l'Allemagne, l'Italie et la Suède. La France a réalisé les plus grands gains de part de marché au cours de la dernière décennie, tandis que le Royaume-Uni, le Japon et l'Allemagne ont vu leurs parts diminuer. Les États-Unis sont également la principale destination des investissements canadiens, tant pour l'IED que pour les autres types d'investissements, en particulier les investissements de portefeuille, et ils représentent plus de la moitié de la valeur totale des investissements canadiens directs à l'étranger, devant le Royaume-Uni et d'autres membres de l'UE.

**6) PERSPECTIVES**

38. La croissance devrait ralentir au premier semestre de 2003 après avoir atteint des niveaux élevés en 2002. Du fait que l'économie américaine devrait amorcer un redressement tout au long de 2003 et que l'on prévoit une amélioration des conditions financières au niveau international, les autorités s'attendent que la progression du PIB au Canada dépasse peut-être le taux d'augmentation de la production potentielle au deuxième semestre de 2003. Selon les prévisions, l'inflation de l'IPC devrait redescendre aux alentours de 2 pour cent au deuxième semestre de 2003, alors que s'atténueront les effets sur l'inflation des variations ponctuelles de certains prix.<sup>12</sup>

39. Les prévisionnistes canadiens du secteur privé s'attendent que le taux de croissance du PIB réel se situe à 3,3 pour cent en 2002 et à 3,2 pour cent en 2003. Le FMI et l'OCDE prévoient que le Canada enregistrera le plus fort taux de croissance des pays du G-7 en 2002 et en 2003.

40. La balance courante devrait demeurer excédentaire malgré une légère appréciation prévue du dollar canadien par rapport au dollar américain, en raison du différentiel de taux d'intérêt. Il est aussi probable que les comptes budgétaires continuent d'être excédentaires alors que l'économie se redressera, ce qui atténuera l'effet des réductions d'impôt adoptées en 2000.

---

<sup>12</sup> Banque du Canada (2002b).